LE TORCHIS
contact@letorchis.com


« La France a encore de beaux jours devant elle »

Turpitude
« Le palais ne fait pas le roi. Il révèle parfois le bouffon. »

Description

Après sa comédie à l'ONU, où il se l'est raconté en Lawrence d'Arabie, sauveur autoproclamé des peuples du Moyen-Orient, Emmanuel Macron revient sur les écrans avec un nez de Pinocchio rallongé de quelques centimètres.

Le 22 septembre 2026, à la tribune des Nations unies, le président français s'était livré à une sévère mise en accusation d'Israël, dénonçant notamment les violations commises en Cisjordanie, avant de lâcher cette phrase mensongère *« Le Hamas n'a jamais sévi en Cisjordanie.* » Une affirmation factuellement erronée qui a immédiatement suscité des réactions violentes, puisque le Hamas est historiquement présent en Cisjordanie et y a mené des attaques. Face à la polémique, un responsable diplomatique français a expliqué que le président voulait dire que le Hamas n'y gouvernait pas. Explication pour le moins acrobatique.

Trois jours plus tard, voilà donc notre Pinocchio de retour devant les caméras de TF1 et de France 2, dans son rôle désormais familier d'homme d'État venu expliquer aux Français les périls qui menacent le monde. À l'ONU, il distribue les bons et les mauvais points au nom du droit international, à la télévision, il endosse à nouveau le masque du protecteur de la nation. Même mise en scène, même goût des grandes déclarations, même volonté de donner aux événements un récit à la hauteur de sa propre stature.

À force de prendre les Français pour des gogols, Macron a oublié qu'ils ne croient plus à ses boniments et qu'ils sont capables de distinguer une menace réelle de la mise en scène présidentielle habituelle.

Le 24 septembre, Emmanuel Macron s'est donc invité dans les journaux de 20 heures de TF1 et de France 2 pour parler de la menace russe, de la guerre au Moyen-Orient et de la flambée des carburants. Une intervention au cours de laquelle il a voulu incarner à la fois le protecteur d'une France menacée, le stratège d'une Europe en danger et le responsable d'un pays appelé à rester uni. Mais derrière cette mise en scène de la gravité présidentielle, on se demande jusqu'où il peut dramatiser les périls extérieurs lorsque les Français sont déjà confrontés à une accumulation de difficultés intérieures

?

Emmanuel Macron ne semble plus vouloir seulement terminer son mandat. Il paraît surtout soucieux de laisser une image flatteuse de son passage à l'Élysée.

Tant qu'il reste des micros, des drapeaux et quelques grandes causes à embrasser dont il se fout éperdument, autant en profiter. L'ONU lui offre le décor qu'il affectionne avec les grands mots, les caméras, les applaudissements diplomatiques et cette délicieuse impression de parler directement à l'Histoire.

Le 24 septembre, les journaux de 20 heures de TF1 et de France 2 lui ont fourni un décor à la mesure de cette ambition. Deux chaînes, deux journalistes, un président face aux Français et, pour toile de fond, un monde en pleine tension.

Le tableau était soigneusement composé. La Russie menace l'Europe, le Moyen-Orient s'enfonce dans la guerre, les prix des carburants flambent et la France doit tenir bon. Au milieu de ce désordre, Emmanuel Macron se présente comme celui qui voit venir les périls, mesure les risques et veille sur la nation. Il ne lui manque plus que la cape de Superman de la diplomatie, sentinelle de l'Europe et dernier rempart contre le chaos.

Le personnage est prêt. Reste à savoir si le scénario résiste à l'examen des faits.

Depuis l'invasion de l'Ukraine, les tensions avec Moscou sont réelles et la sécurité européenne constitue effectivement un sujet majeur. Emmanuel Macron a d'ailleurs insisté sur les « actes hostiles » de la Russie à l'égard des pays européens et estimé crédible l'hypothèse d'une nouvelle mobilisation russe de 300 000 hommes.

Il serait donc absurde de balayer ces menaces d'un revers de main. Mais reconnaître un danger ne dispense pas de distinguer ce qui est établi de ce qui relève de l'hypothèse. C'est particulièrement vrai lorsqu'un chef de l'État s'adresse à une population déjà confrontée à une accumulation de problèmes. Pouvoir d'achat, insécurité, immigration, dette, impôts, crise du logement, hôpital, école, retraites, difficultés des entreprises et instabilité politique. Et pendant que le quotidien demeure difficile sur plusieurs fronts, Emmanuel Macron choisit de placer la menace russe au centre de son récit présidentiel.

Macron n'a pas besoin d'inventer les menaces qui pèsent sur l'Europe. Elles existent. Mais il sait leur donner une dimension politique et médiatique considérable. Une menace possible devient un scénario crédible, le scénario crédible occupe le devant de la scène, et le président se retrouve au centre du récit.

Le procédé n'est pas nouveau. La politique a toujours utilisé la peur, la protection et la responsabilité comme ressorts du discours public. Pinocchio n'est donc pas nécessairement celui qui invente le danger. C'est parfois celui qui arrange suffisamment le récit pour que la réalité corresponde mieux au personnage qu'il souhaite incarner.

Le président a d'ailleurs pris soin de préciser que son rôle consistait à défendre les intérêts de la nation et non à participer au débat politique. Curieuse séparation, tant toute intervention présidentielle dans une période aussi tendue possède nécessairement une dimension politique. À quelques mois de

la fin de son mandat, Emmanuel Macron ne peut ignorer que chacune de ses apparitions contribue à façonner l'image qu'il laissera derrière lui.

Pourquoi tout ce cirque ? Parce qu'il veut laisser une image propre de son passage à l'Élysée, avec dans un coin de la tête, l'idée d'un retour. Car Emmanuel Macron a lui-même entrouvert la porte.

Interrogé le 7 septembre 2026 par le magazine américain Variety, en marge du Sommet Lumière à Saint-Paul-de-Vence, sur l'éventualité d'un retour à l'Élysée après son départ en 2027, le président n'a pas fermé la porte : « Je n'exclus rien. » Il a rappelé qu'il terminerait son mandat en mai prochain et que les Français éliraient alors un autre président, tout en ajoutant qu'il serait « assez inhabituel » de revenir, avant de conclure : « Nous verrons. »

Il lui faudra quitter l'Elysée en 2027, laisser passer cinq ans et compter sur cette étrange capacité de la politique à transformer les anciens bilans en souvenirs plus flatteurs. Encore faudra-t-il que les Français, aient oublié. Voilà peut-être le véritable objectif de cette fin de règne : préparer sa sortie, mais aussi les conditions de son retour.

Après le président-médiateur, le président européen, le président-stratège et le président de la « start-up nation », voici donc le président-sentinelle. Celui qui apparaît à la télévision pour nous prévenir que le danger peut venir du ciel et que les drones russes pourraient un jour atteindre le territoire européen.

Les discours passent. Les décors sont démontés. Les photographies officielles jaunissent. Les anciens présidents finissent toujours par quitter les palais.

Mais l'Histoire garde les archives. Et elle a cette fâcheuse habitude de vérifier les détails.

Silvia Oussadon Chamszadeh

Categorie

1. Édito

date créée
27 septembre 2026